

Marie-Paule Verlaeten.

Nationalité : Belge.

Situation de famille : Célibataire.

Etudes universitaires.

Economie : 1966-1970, Université Libre de Bruxelles ;

Econométrie : 1972-1974, Université Libre de Bruxelles ;

Doctorat: 1997- 1999, docteur en sciences de l'Information et la

Communication, Université d'Aix -Marseille III, Titre européen aussi.

HDR (Habilitation à Diriger des Recherches), Université Toulon Var, 2002

Capacités linguistiques.

Langue maternelle : français

Autres langues :

-Anglais : très bonne connaissance: parler, lire et écrire ;Néerlandais : bonne connaissance: parler, lire

;Allemand : connaissance de base -Espagnol : connaissance de base ;Chinois : quelques rudiments.

Distinctions en Belgique.

a Officier de l'ordre de Léopold II ;

b Commandeur de l'ordre de Léopold II ;

c)Médaille civique de 1ere classe.

Activités d'enseignement et de recherche :

Enseignement.

-Enseignement à l'E.N.S.A.E. : Master en modélisation économique et statistique, Paris, 1992: « Théorie du commerce international et de la protection dans les échanges extérieurs et modélisations y relatives »; -

Enseignement au Centre européen des statisticiens-économistes de langue française à Munich, Allemagne, « FortbildungsCentrum », Munchen, 1992 et 1993 : « Théories du développement économique et social et contraintes d'ajustement structurel » ;

-Enseignement à l'Université de Marne-la Vallée : D.E.S.S. / D.E.A. « Information et sécurité, I.F.I.S., 2003 : « Croissance, information et sécurité : vulnérabilités des démocraties libérales ».

Direction ou encadrement de mémoires de : D.E.S.S./DEA/ Master/ doctorat.

Chronologie des fonction occupées :

Mars 1971 - Septembre 1983 : M.A.E. (Ministère des Affaires économiques) et plus précisément la Direction générale des Etudes et de la Documentation, Bruxelles.

Analyse des équilibres : macro-économiques et sectoriels, de marchés spécifiques et des régions institutionnelles du pays;

Etablissement des perspectives économiques de court terme (Budget économique) du gouvernement belge;

Présentation et discussion de ces perspectives au Benelux, au F.M.I., à la C.E.E., et à l'O.C.D.E. ;

Discussion des travaux économétriques lors de réunions ad hoc de la C.E.E. ;

Suivi des travaux de la Commission économique pour l'Europe à Genève ;

Théorisation des résultats et recherches conceptuelles y relatives dont convergence des systèmes économiques, par exemple. Pays comparés dans ce cadre : Belgique, Danemark et Hongrie soit trois petits pays avec la même dépendance en ressources ;

Travaux sur des modifications appropriées de la politique industrielle belge et écriture d'une recherche ad hoc pour le Conseil des Ministres de fin d'année 1978;

Développement de la capacité de recherche du M.A.E. et lancement de l'unique collection de papiers de recherche de ce ministère

Collaboration avec M. KINSEY sur des entreprises belges sélectionnées pour leurs liaisons avec des entreprises françaises nationalisées (début des années 80).

Elaboration de comptes financiers autonomes pour des entreprises filiales ; Travaux de recherche portant sur le calcul de prix ombre (ou prix effectif en cas de restructuration) pour ces entreprises.

Participation au Conseil des Ministres de l'O.C.D.E. : expert belge accompagnant le Ministre des Affaires Economiques devenu le Président du Conseil des Ministres de l'O.C.D.E. :thématique soulevée : les réformes des politiques industrielles des pays de l'O.C.D.E.

Publications. On peut trouver des publications de cette période- la numérisation de cette période n'est pas achevée- en allant sur le site de la Bibliothèque Fonds Quételet, « le » centre documentaire public belge : http://quetelet.mineco.fgov.be/informations/quetelet/home_fr.htm



Septembre 1983 - Novembre 1986 : O.C.D.E. (Organisation de Coopération et de Développement économique), Département des Affaires économiques et statistiques, Paris.

Travaux :

Analyse des équilibres macro-économiques des sept grands pays de l'O.C.D.E. ;
Repérage des déterminants de la croissance structurelle ou endogène (progrès technique, par exemple) ;
Réflexions théoriques sur la pertinence de certains concepts (l'équilibre général notamment) et/ou sur des outils économiques (la productivité, la protection dans le commerce extérieur) ; Modélisation des fonctions d'offre de production du modèle INTERLINK et discussion lors de réunions ad hoc de l'O.C.D.E. ;
Essais de mesure du progrès technique au niveau de quelques économies sous diverses hypothèses quant à sa nature (neutralité de Harrod, Hicks ou autre).

Collaboration avec le Département de la Science, Technologie et l'Industrie de l'O.C.D.E. quant aux impacts globaux des biotechnologies.

Travaux de montage d'une conférence internationale sur le sujet ;



Février 1987 - Février 1988 : Nations Unies, New York, Chef du Projet P.N.U.D. d'aide à la planification au Sénégal.

Travaux au Sénégal:

Modélisation macro-économique (le modèle SESAME - SENEGAL) : estimation des équations et tests de mise en modèle : modèle macroéconomique, modèle des finances publiques et modèle des revenus ;
Appréciation des perspectives à long terme de l'u Sénégal en utilisant le modèle développé ;
Jugement des outils élaborés à des fins de croissance (Burkina - Faso) ;
Mise en évidence de spécificités africaines dans le cas d'application de théories standard du développement.
Transfert de connaissances aux fonctionnaires du Ministère du Plan et mise à niveau de connaissances afin d'envoyer deux fonctionnaires sénégalais au P.N.U.D. à New York.

Septembre 1988 - Septembre 1990 : I.S.M.E.A. (Institut de Sciences Mathématiques et Economiques Appliquées, laboratoire associé au C.N.R.S.),
Travaux de modélisation permettant d'intégrer en macroéconomie classique les stratégies industrielles, voire celles de filières ;
Travaux sur l'interface environnement croissance.



Septembre 1990 - Février 1993 : G.I.S. – D.I.A.L (Groupement d'Intérêt Scientifique) et puis d'Intérêt Economique2 :G.I.E.- D.I.A.L. : Développement des Investigations sur les Ajustements à Long terme, Paris. O.R.S.T.O.M.3

Travaux d'analyse des processus d'ajustement requis par les économies en développement, particulièrement africaines, du point de vue de leur :

Préalable : Quelles sont les conditions sociales minimales ;
Logique : Cohérence interne par rapport aux modèles théoriques disponibles ;
Dynamique : Recherche des contraintes et mise en évidence des conditions d'opérationnalité
Viabilité : Cohérence relationnelle à terme, soit vis-à-vis du cadre sociétal des économies en ajustement ;
Durabilité : Cohérence vis-à-vis des équilibres requis des ressources naturelles pour assurer une croissance à long terme.

Repérage des conditions de transition vers le marché : le cas de l'Ethiopie finissant la guerre (projet confié par la C.E.E. - DG VIII). Interface entre politique d'ajustement structurel de la Banque Mondiale et environnement (projet confié par la C.E.E. - DG VIII).

Proposition de réflexions théoriques sur de nouveaux concepts pour la pensée économique (la croissance endogène avec intégration des innovations, l'écologie économique).

Enseignement

l'E.N.S.A.E., Paris, 1992, Master en modélisation économique et statistique : « Théorie du commerce international et de la protection dans les échanges extérieurs et modélisations y relatives » ;
Centre européen des statisticiens-économistes de langue française à Munich, Allemagne, « Fortbildungs Centrum », Munchen, 1992 et 1993 : « Théories du développement économique et social et contraintes d'ajustement structurel ».

Publications : se reporter aux études éditées par le G.I.S./G.I.E.-D.I.A.L.

Février 1993 - Juillet 1995 : G.E.I.A. (Groupe d'Enseignement international des Affaires), Chef du Département de Recherche, Marseille (C.C.I. Marseille-Provence). A. Travaux.

Lancement du Département de Recherche avec nouveau titre de doctorat (D.B.A.) : Doctor of Business administration après divers M.B.A. ou Master of Business administration ; Séminaires d'explication de la logique d'une démarche de recherche pour une majorité de professeurs n'ayant pas le doctorat plus aide en cas de retour de ces enseignants vers l'université pour tenter d'obtenir le titre ; Développement des recherches des professeurs avec contrainte de chiffre d'affaires en vue d'un autofinancement partiel ;

Mise à niveau de troisièmes cycles du groupe dans une perspective européenne anticipée : plan des contenus d'enseignement et axes de formation des professeurs non universitaires par séminaires. En plus séminaire de formation pour élaboration de thèse professionnelle destiné aux étudiants de l'« Executif M.B.A. » du G.E.I.A. Entrée du département de recherche dans le réseau européen ENIMM (European Network for Integrated Materials Management): recherche en gestion et économie.

Supervision du Centre de Documentation du G.E.I.A.

Publications : se reporter aux recherches éditées à l'extérieur du G.E.I.A. : se reporter au dossier joint «Encadrement et publications ».

15 septembre 1995 à fin 2002 : Retour à l'Administration des Relations économiques du Ministère fédéral de l'Economie, Bruxelles.

Travaux.

Lancement d'une cellule de prospective économique et politique ;

Responsabilité (élaboration des notes d'analyse et synthèse pour le cabinet ministériel voire pour le Conseil des Ministres) pour :

- l'analyse des politiques industrielles visant les P.M.E. et les P.M.I.,
- la recommandation des nouvelles politiques publiques vers : l'industrie ; les P.M.E. et P.M.I. et les entreprises innovantes ;
- les questions de régulation ;
- les questions de science et de technologie.

Participations

Expert national aux réunions, séminaires de l'O.C.D.E., Département de la Science , Technologie et l'Industrie, D.S.T.I., dont consacrés à :l'industrie faisant face à la mondialisation et aux délocalisations, aux P.M.E. et P.M.I. faisant face à des transformations et des évolutions, aux investissements immatériels et matériels pour la croissance potentielle et aux systèmes nationaux d'innovation et puis en tant que représentant de la Belgique et président de la délégation belge. Ensuite responsabilité à l'O.C.D.E. au nom de la Belgique. *Vice-président du Comité de l'Industrie et de l'Environnement de l'entreprise (C.I.E.E.)* de l'O.C.D.E.(D.S.T.I.) Ce statut a été obtenu après dépôt d'une candidature sur travaux présentés aux pays-membres. A ce titre : orientation des travaux de recherche du comité et invitation et organisation d'une réunion du Comité en Belgique.

Représentant de la Belgique au groupe de travail de l'O.C.D.E. sur les P.M.E. groupe dépendant du C.I.E.E. A ce titre, lancement en 2002 d'une proposition de réflexion nouvelle sur l'entrepreneuriat « être entrepreneur de sa vie » et intervention lors des conférences « maillage 2000 et 2002 » organisées par l'« Association Dirigeantes », à l'U.N.E.S.C.O., en partenariat avec les autorités françaises et sous le patronage de l'O.C.D.E. et de l'U.N.E.S.C.O.

Représentant du Ministère fédéral de l'Economie au groupe de travail sur les systèmes nationaux d'innovation du D.S.T.I.de l'O.C.D.E. A ce titre, contribution à l'élaboration de publications de recherche avec des représentants des universités belges et du Département fédéral de la Science, réalisation de synthèses ad hoc pour l'O.C.D.E. et présentation au nom de la Belgique.

Représentant de la Belgique aux réunions de l'unité consultative (chargée des travaux de prospective) auprès du Secrétaire général de l'O.C.D.E. A ce titre, initiative de propositions de recherches future et atypiques (point G.).

Recherches théoriques et appliquées en partenariat avec l'O.C.D.E. et huit pays -membres sur les firmes innovantes, les firmes apprenantes ou encore en régénération automatique sous contrainte d'innovation en continu.

Participation aux séminaires de la C.E.E. sur :

- les P.M.E.- P.M.I.,

- le capital à risque des P.M.E.- P.M.I.,

- l'innovation et les contraintes des P.M.E.- P.M.I.,

et participation au partenariat public –privé européen « Asis » ou «Alliance for a

Sustainable Information Society » dont particulièrement aux travaux de prospective engagés sous l'objectif « Towards a Sustainable Information Society for the 21st Century-Strategies, Policies and Research Activities » (secteur privé, universités, C.E.E. :unité centrale de prospective communautaire à Bruxelles et centre de prospective technologique communautaire de Séville)

Acteur de Propositions nationales : Pour le Conseil des Ministres de Belgique (2001) : rédaction d'un ouvrage en quatre parties sur une nouvelle régulation : « A la recherche de la régulation appropriée - 1 : Etude générale ; 2 : Résumé, 3 : Proposition pour le Conseil des Ministres et 4 : Film de présentation pour le ministre de l'économie ». Le travail fut complété en 2002 pour intégrer des conditions de sécurité mais aussi une nouvelle vision mondiale du fait de l'émergence de nouvelles économies.

Acteur de Propositions internationales :

-au Sommet de Lisbonne (2000) - Sujet : une initiative européenne visant l'innovation, les entreprises innovantes et plus généralement tout un ensemble de questions ayant trait aux connaissances et savoirs posées par une économie de marché entrée dans un « global & knowledge age » aux sociétés européennes. La proposition : « Création d'un centre de l'économie mondiale du savoir », a été une des sources des engagements européens retenus en faveur de l'innovation ;

-à la Convention européenne (2002)- Sujet revitaliser la démocratie sur l'espace européen

élargi par une nouvelle politique des connaissances. Cette proposition, qui est issue d'un papier de réflexion : « La convention européenne : revivifier la démocratie effective dans l'U.E.-Pour une Communauté européenne des savoirs », accessible sur le site de la convention européenne par les autorités de l'Union européenne

-à l'O.C.D.E.- Sujet l'organisation d'un dialogue global dépassant les pays-membres de l'organisation. Cette proposition est issue d'un papier de réflexion : « The need for a global society dialogue », M-P. Verlaeten Cellule de Prospective économique et politique de l'Administration des Relations économiques du Ministère fédéral de l'Economie, Bruxelles, mai

-à l'O.C.D.E., lors du forum global de Brasilia en septembre 2002,-Sujet rechercher une autre politique de savoir ouverte aux savoirs implicites des civilisations. Cette proposition a donné lieu à l'écriture d'un papier de recherche sur l'innovation qui a été présenté à Brasilia (session 3) ainsi que d'une intervention sur le capital humain (session 4) qui a été enregistré à des fins de diffusion par l'O.C.D.E.

- à l'U.N.E.S.C.O. –Sujet une tribune libre, octobre 2002 pour un nouvel « knowledge age » pour tous. Ecriture d'un papier non diffusé par l'U.N.E.S.C.O. car « trop sensible ».

Collaboration avec des chercheurs de Marseille venant de l' E.S.I.M. (Ecole supérieure d'ingénieurs de Marseille) et de Université-3 (Paul Cézanne).

Janvier 2003 : à 2013 co-directeur du C.I.S.

Centre international des savoirs (C.I.S.) : Partenariat de recherche en coopération entre le Ministère fédéral de l'Economie de Belgique et le secteur des Universités. Thèmes des recherches : les questions de connaissance et de savoir posées par l'économie de marché à la croissance potentielle et la cohésion sociale des sociétés libérales du fait de la transition de cette économie de marché vers le «Knowledge age » en plus de son entrée dans le « Global age ».

Travaux :

Conférence sur le « Knowledge age » au Brésil, Université La P.U.C. de Curitiba, 2003 et au Luxembourg,Statec, 2004.

Enseignement de D.E.S.S. /D.E.A. : « Information et sécurité » du professeur Paoli en 2003 à l'I.F.I.S. de l'Université de Marne-la Vallée : « Croissance, information, sécurité :vulnérabilités des démocraties libérales ».

CD-rom synthétisant l'activité recherche du C.I.S. de 2003 à la mi 2005.

Ensemble des travaux présentés et résumés dans le présent livre « Pour une Nouvelle Economie Politique »

Activités d'information générale

- Un entretien avec une mission du F.M.I. à la lumière des budget économiques et des études y relatives (1981) ;
- Un article dans le premier quotidien belge de langue française "Le Soir" sur la manière de sortir de la crise (août 1982) ;
- Un article d'éclairage des problèmes économiques pour un public non averti dans un magazine féminin (octobre 1982) ;
- Une chronique sur les problèmes économiques et leurs aspects régionaux sur les ondes de la RTBF, chaîne publique belge (1983) ;
- Une chronique économique pour un réseau radio régional suisse (1994) ;
- Deux émissions de télévision (FR3, chaîne du Vaucluse) sur les problèmes de l'emploi (février 1994) ;